La finance de transition en Asie

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le problème du charbon

En Asie, la question de la transition est avant tout une question de charbon. L'Asie représente environ la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre, dont près d'un tiers proviennent des centrales électriques au charbon. Sur les 8,4 millions de personnes employées dans la chaîne de valeur du charbon dans le monde, plus de 80 % travaillent en Asie, selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie.[1] Les centrales sont récentes et fonctionnent souvent dans le cadre de contrats d'achat d'électricité à long terme. Les fermer prématurément détruit de la valeur, viole des contrats et menace des emplois. Les laisser fonctionner jusqu'au terme de leur durée de vie rendrait les objectifs climatiques régionaux inatteignables.

La finance verte classique contourne le problème en excluant le charbon. De nombreuses banques internationales ont adopté des politiques d'exclusion du charbon, qui ont réduit leur exposition déclarée sans fermer une seule centrale. Les centrales ont été refinancées par d'autres prêteurs ou sont restées entre les mains de leurs propriétaires. La stratégie de Singapour depuis 2023 part du constat que les transactions décisives en Asie sont celles qui mettent hors service de manière anticipée des centrales existantes et remplacent leur production par de l'énergie

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

propre. Ces transactions impliquent des pertes que quelqu'un doit supporter et requièrent donc des capitaux concessionnels, des définitions fiables et de nouvelles sources de revenus.

Le financement mixte : FAST-P

Les capitaux concessionnels sont l'objet du Financing Asia's Transition Partnership (FAST-P), dévoilé lors de la COP28 en décembre 2023. Le gouvernement singapourien s'est engagé à apporter jusqu'à 500 millions de dollars US de capitaux concessionnels, qu'il entend compléter par des apports équivalents de partenaires afin de mobiliser jusqu'à 5 milliards de dollars US d'investissements dans les projets verts et de transition en Asie.[2] Ce type de financement mixte utilise des capitaux publics ou philanthropiques pour absorber les premières pertes ou accepter des rendements plus faibles, afin que des prêteurs commerciaux puissent financer des projets qui, autrement, seraient à peine finançables.

FAST-P comprend trois programmes. Le Green Investments Partnership, géré par Pentagreen Capital, une plateforme de dette pour les infrastructures durables créée par HSBC et Temasek, a réalisé son premier closing le 8 septembre 2025 avec 510 millions de dollars US de capitaux engagés. Ses partenaires comprennent la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière), Export Finance Australia, la Société financière internationale, la banque de développement néerlandaise FMO, HSBC, Temasek, British International Investment, la Bank of the Philippine Islands et Allied Climate Partners. Le fonds fournit de la dette pour les énergies renouvelables et le stockage, les infrastructures pour véhicules électriques, les transports durables ainsi que la gestion de l'eau et des déchets en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud. Un deuxième closing a porté la participation totale à 800 millions de dollars US. À la mi-2026, le fonds avait engagé 128 millions de dollars US dans quatre investissements d'infrastructure.[3]

Le deuxième programme, Energy Transition Acceleration Finance (ETAF), vise le système énergétique lui-même. Sa stratégie de déplacement soutient la modernisation des réseaux et d'autres infrastructures qui accélèrent l'éviction de l'électricité d'origine fossile, tandis qu'une stratégie de remplacement vise la

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

substitution de la production au charbon par des sources moins émettrices. Le 24 juin 2026, l'ETAF a réalisé un premier closing de 250 millions de dollars US pour sa stratégie de déplacement, avec la MAS et le Private Infrastructure Development Group comme apporteurs de capitaux catalytiques, GuarantCo comme garant du financement mezzanine et DBS Bank comme prêteur senior. Clifford Capital Asset Management gère le fonds. Le troisième programme, l'Industrial Transformation Programme, s'adresse à l'industrie lourde et a attiré British International Investment et la Japan International Cooperation Agency.[4]

Des gouvernements partenaires ont rattaché leurs propres programmes à FAST-P. L'Australie a affecté en décembre 2024 une partie de sa Southeast Asia Investment Financing Facility de 2 milliards de dollars australiens à l'initiative.[5] Le schéma rappelle le rôle de Singapour comme siège régional examiné au chapitre I.I : les projets sont situés en Indonésie, au Viêt Nam, aux Philippines ou en Inde, tandis que leur structuration, leur financement et leur gestion se font à Singapour.

Les crédits de transition

L'élément le plus original de la stratégie de transition de Singapour est la notion de crédits de transition. Il s'agit de crédits carbone de haute intégrité générés par les réductions d'émissions obtenues lorsqu'une centrale au charbon est mise hors service de manière anticipée et remplacée par une énergie plus propre. La vente de ces crédits créerait un flux de revenus compensant une partie de la perte économique liée à la fermeture anticipée. Un document de travail de la MAS et de McKinsey publié en septembre 2023 a modélisé le cas d'une centrale sous-critique de 1 gigawatt en Indonésie, âgée de dix à douze ans et dont le contrat d'achat d'électricité court encore quinze ans, mise hors service cinq ans plus tôt que prévu.[6]

La MAS a lancé la Transition Credits Coalition (TRACTION) lors de la COP28, annoncée dans un communiqué de presse du 4 décembre 2023. La coalition réunissait plus de 30 membres et partenaires de connaissances, le Rocky Mountain Institute en assurant le secrétariat. Deux projets pilotes ont été annoncés en même temps. ACEN Corporation, la Fondation Rockefeller et la MAS testent la fermeture anticipée de la centrale de South Luzon Thermal Energy Corporation aux

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Philippines. La Banque asiatique de développement conseille le gouvernement philippin sur la mise hors service d'une centrale à charbon à Mindanao dans le cadre de son Energy Transition Mechanism.[7]

La coalition a publié un rapport intermédiaire lors de la COP29, le 14 novembre 2024, et un rapport final lors de la COP30, en novembre 2025, au terme de son mandat de deux ans. Plus de 20 entités publiques et privées ont manifesté un intérêt précoce au moyen d'une déclaration de soutien. La MAS insiste sur le fait que les crédits de transition doivent respecter des normes reconnues au niveau international, telles que les Core Carbon Principles de l'Integrity Council for the Voluntary Carbon Market et les exigences d'intégrité de l'article 6.[8]

Le concept est prometteur et contesté. Ses partisans soulignent qu'il s'attaque à la plus grande source unique d'émissions de la région et mobilise des acheteurs qui, autrement, achèteraient des crédits de qualité douteuse. Ses détracteurs craignent qu'il récompense des propriétaires pour la fermeture de centrales qui n'auraient jamais dû être construites, et que le scénario contrefactuel, c'est-à-dire la date à laquelle une centrale aurait de toute façon fermé, puisse être manipulé. La difficulté réside dans la preuve de l'additionnalité : un crédit n'a de valeur que si la centrale aurait réellement fonctionné plus longtemps sans lui. Que les crédits de transition deviennent un instrument courant dépendra de la capacité des projets pilotes à démontrer des résultats vérifiables.

Idée reçue

On suppose parfois que la finance de transition est une forme atténuée de finance verte qui permet aux pollueurs de présenter des activités ordinaires comme durables. Dans le dispositif singapourien, la catégorie orange est plus étroite. Elle exige une trajectoire définie vers le vert dans un délai fixé, des plans de transition crédibles au niveau de l'entité et, pour le charbon, le remplacement intégral de la capacité mise hors service par de l'énergie propre ainsi qu'un plan de transition juste. Le risque de « transition-washing » est réel, et c'est pourquoi le gouvernement lui-même l'a

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

évoqué lors du lancement du plan FiNZ. Le remède réside dans la vérification, que les règles de publication et les lignes directrices sur la planification de la transition sont conçues pour rendre possible.

Notes

1. MAS, « Transition Credits », précité : l'Asie représente 50 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, dont environ un tiers provient des centrales au charbon ; sur les 8,4 millions de personnes employées dans la chaîne de valeur mondiale du charbon, plus de 80 % se trouvent en Asie (estimations de l'AIE) ; la demande énergétique de l'Asie devrait être multipliée par deux et demi d'ici 2050. ↩

2. Wikipedia, « Monetary Authority of Singapore » (consulté en novembre 2026) : FAST-P « first unveiled to the public at COP28 », avec le soutien de la MAS. — MAS, « ETAF Partnership under Singapore's FAST-P Initiative Raises US$250 Million in First Close », communiqué de presse, 24 juin 2026, mas.gov.sg (consulté en novembre 2026) : le gouvernement singapourien s'est engagé à apporter jusqu'à 500 millions de dollars US de capitaux concessionnels au titre de FAST-P, qui vise à mobiliser jusqu'à 5 milliards de dollars US d'investissements pour la transition verte de l'Asie. ↩

3. MAS, « GIP Achieves First Close with US$510 Million in Committed Capital », communiqué de presse, 8 septembre 2025, mas.gov.sg (consulté en novembre 2026) : premier closing avec 510 millions de dollars US de capitaux engagés ; Pentagreen Capital, créée par HSBC et Temasek, en qualité de gestionnaire du fonds. — MAS, communiqué de presse du 8 septembre 2025, précité, énumérant les partenaires et les secteurs cibles, avec le soutien de la Commission européenne dans le cadre de son programme Global Gateway. — MAS, *Sustainability Report 2025/2026*, « Strategy », précité : deuxième closing portant la participation totale à 800 millions de dollars US, avec DBS et Cathay United Bank comme nouveaux partenaires ; 128 millions de dollars US (25 % du montant du premier closing) engagés dans quatre investissements d'infrastructure en Asie du Sud et du Sud-Est. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

4. MAS, communiqué de presse du 24 juin 2026, précité : premier closing de 250 millions de dollars US pour la stratégie de déplacement ; la MAS et le PIDG comme apporteurs de capitaux catalytiques, Temasek devant contribuer au moyen de son Concessional Capital for Climate Action, DBS Bank comme prêteur senior, garantie de GuarantCo pour le financement mezzanine, Clifford Capital Asset Management comme gestionnaire du fonds. — MAS, *Sustainability Report 2025/2026*, « Strategy », précité : Industrial Transformation Program avec British International Investment et la JICA comme nouveaux partenaires, la Banque asiatique de développement envisageant d'y participer, sous réserve des approbations. ↩

5. Wikipedia, « Monetary Authority of Singapore », précité : en décembre 2024, l'Australie a affecté la première partie de son investissement SEAIFF de 2 milliards de dollars australiens à FAST-P. ↩

6. MAS, « Transition Credits », précité : « high-integrity carbon credits (termed as “Transition Credits”) » issus des réductions d'émissions obtenues par la fermeture anticipée d'une centrale au charbon et son remplacement par une énergie plus propre, conçus comme un outil de financement complémentaire. — MAS, « Transition Credits », précité : modèle illustratif d'une centrale sous-critique indonésienne de 1 GW fonctionnant à 50 % de sa capacité, âgée de 10 à 12 ans, avec 15 ans de PPA restant à courir, mise hors service cinq ans plus tôt à un coût du capital de 8 à 9 % ; document de travail MAS–McKinsey de septembre 2023. ↩

7. MAS, « Transition Credits », précité : TRACTION lancée lors de la COP28 (communiqué de presse du 4 décembre 2023), plus de 30 membres et partenaires de connaissances, le RMI assurant le secrétariat. — MAS, « Transition Credits », précité, sur le projet pilote d'ACEN Corporation, de la Fondation Rockefeller et de la MAS pour la centrale de South Luzon Thermal Energy Corporation, coordonné par Climate Smart Ventures, et sur le projet pilote de la BAD à Mindanao dans le cadre de son Energy Transition Mechanism. ↩

8. MAS, « Transition Credits », précité, et *Sustainability Report 2025/2026*, « Strategy », précité : rapport intermédiaire lors de la COP29 (14 novembre

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2024), rapport final et Statement of Support lors de la COP30 (10–12 novembre 2025), plus de 20 entités ayant manifesté un intérêt précoce ; mandat achevé lors de la COP30. — MAS, « Transition Credits », précité : les crédits « must be aligned with globally recognised standards such as the Core Carbon Principles (CCPs) » ainsi qu'avec les autres exigences d'intégrité de l'article 6. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.